PROVINCE DE QUEBEC MRC DU VAL ST-FRANCOIS MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLAUDE

AVIS PUBLIC

Avis public adressé à l'ensemble des personnes habiles à voter de la municipalité

AVIS PUBLIC EST DONNÉ

AUX PERSONNES HABILES À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITES SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DE L'ENSEMBLE DE LA MUNICIPALITÉ

- Lors d'une séance du conseil tenue le 4 novembre 2024, le conseil municipal de Saint-Claude a adopté le <u>RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-341 DECRETANT UN EMPRUNT POUR</u> <u>LA CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT POUR UNE DEPENSE DE 1 145 424\$ ET UN</u> <u>EMPRUNT DE 795 424\$</u>
- 2. Les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la municipalité peuvent demander que le règlement numéro 2024-341 fasse l'objet d'un scrutin référendaire en inscrivant leurs nom, adresse et qualité et en apposant leur signature dans un registre ouvert à cette fin.
 - Les personnes habiles à voter voulant enregistrer leur nom doivent présenter une carte d'identité : carte d'assurance-maladie, permis de conduire, passeport, certificat de statut d'Indien ou carte d'identité des Forces canadiennes.
- 3. Le registre sera accessible de 9 heures à 19 heures sans interruption, le 20 novembre 2024 et le 21 novembre 2024, au bureau de la municipalité de Saint-Claude, situé au 295, route de l'église Saint-Claude, QC J0B 2N0.
- 4. Le nombre de demandes requis pour que le règlement numéro 2024-341 fasse l'objet d'un scrutin référendaire est de **113**. Si ce nombre n'est pas atteint, le règlement numéro 2024-341 sera réputé approuvé par les personnes habiles à voter.
- 5. Le résultat de la procédure d'enregistrement sera annoncé à 19 heures 5 minutes, le. 21 novembre 2024, au bureau de la municipalité de Saint-Claude, situé au 295, route de l'église Saint-Claude, QC J0B 2N0.
- 6. Le règlement peut être consulté au bureau de la municipalité de Saint-Claude du lundi au jeudi de 8h à 12h et 13h à 16h et sur le site internet, www.municipalite.st-claude.ca

Conditions pour être une personne habile à voter ayant le droit d'être inscrite sur la liste référendaire de l'ensemble de la municipalité :

- 7. Toute personne qui, le 4 novembre 2024, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et remplit les conditions suivantes :
 - être une personne physique domiciliée dans la municipalité et être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec et;
 - être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être frappée d'une incapacité de voter résultant d'un jugement rendu en vertu de l'article 288 du Code civil du Québec.
- 8. Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :
 - être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise situé dans la municipalité depuis au moins 12 mois;

- dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être frappée d'une incapacité de voter résultant d'un jugement rendu en vertu de l'article 288 du Code civil du Québec.
- 9. Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :
 - être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans la municipalité, depuis au moins 12 mois;
 - être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins 12 mois, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.

10. Personne morale

avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le 4 novembre 2024 et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi.

Donné à Saint-Claude ce 5 novembre 2024.

France Levertu

France Lavertu Directrice générale, greffière-trésorière